



HAL
open science

À la recherche d'une grande politique latino-américaine : le voyage de François Mitterrand au Brésil et en Colombie (14-20 octobre 1985)

Matthieu Trouvé

► To cite this version:

Matthieu Trouvé. À la recherche d'une grande politique latino-américaine : le voyage de François Mitterrand au Brésil et en Colombie (14-20 octobre 1985). *Le Genre Humain*, 2017, François Mitterrand et l'Amérique latine (1971-1995), 58, pp.117-137. 10.3917/lgh.058.0117. halshs-02570850

HAL Id: halshs-02570850

<https://shs.hal.science/halshs-02570850>

Submitted on 26 Apr 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Matthieu Trouvé

Maître de conférences en histoire contemporaine – Sciences Po Bordeaux

À la recherche d'une grande politique latino-américaine. Le voyage de François Mitterrand au Brésil et en Colombie (14-20 octobre 1985)

Du voyage de François Mitterrand au Brésil et en Colombie – visite d'État officielle de sept jours – en octobre 1985, certains n'ont retenu que l'épisode assez dramatique survenu à Françoise Sagan. Deux ouvrages racontent en effet ce qui est arrivé à la romancière qui faisait partie de la suite présidentielle à l'invitation de François Mitterrand. Dans un livre sur les coulisses des voyages présidentiels, Jean-Marie Cambacérès rappelle que l'auteur de *Bonjour tristesse* est tombée dans le coma pendant le séjour à Bogota : « Elle avait failli "y rester", car elle avait fait sûrement une overdose de cocaïne »¹. L'affaire provoque l'inquiétude des autorités françaises et colombiennes et attire les médias. Aux informations télévisées d'Antenne 2, Jack Lang, interviewé, parle du « mal de l'altitude » et de sa confiance dans les médecins colombiens pour soigner l'écrivain français, tandis que le présentateur Daniel Bilalian évoque à la fin du reportage la possibilité d'une trop importante consommation d'alcool comme facteur aggravant du « malaise » de Françoise Sagan². Le président de la République avait alors demandé à Roland Dumas, son ministre des Affaires étrangères, de s'assurer « qu'elle ne meure pas ici ». Ce que confirme le même Roland Dumas en 2015 : « En Colombie, Françoise Sagan est découverte inanimée dans sa chambre. Le président, inquiet, me demande de m'en occuper. Aux journalistes, Jack Lang raconte qu'elle est victime du mal des cimes ! Tout dépend de quelle neige on parle ! Je comprends vite que l'on a laissé à cette enfant terrible la clé du placard à confiture. Overdose. Je n'ai pas pris, pour ma part, de substances illicites, mais suis aussi victime d'un petit coup de mou. Baisse de tension. Hypoglycémie. Le docteur Gubler me donne sur un morceau de sucre quelques gouttes de remontant. »³ Finalement Françoise Sagan est rapatriée en France. Cambacérès relate : « Roland Dumas fit venir un avion médicalisé de France (...) On découvre que, contrairement aux accompagnateurs officiels, les invités ne sont pas assurés ».

Au-delà de l'anecdote, dramatique pour Françoise Sagan, cet épisode permet de mettre l'accent sur deux premières caractéristiques des voyages de François Mitterrand en Amérique latine. François Mitterrand s'entoure lors de ses voyages officiels à l'étranger d'intellectuels, de conseillers, de plusieurs ministres, mais plus rarement de chefs d'entreprise. Le style est différent de celui de De Gaulle – qui voyage seul, notamment lors de son périple sud-américain⁴ – ou de celui de Valéry Giscard d'Estaing qui se rend au Brésil en 1978 avec trois

¹ Jean-Marie Cambacérès, *Dans les coulisses des voyages présidentiels. De Charles de Gaulle à François Hollande*, Paris, Le Cherche Midi, 2015.

² Antenne 2, Journal de 20 heures, 19 octobre 1985, en ligne : <http://www.ina.fr/video/CAB85106665>

³ Roland Dumas, *Politiquement incorrect. Secrets d'État et autres confidences. Carnets 1984-2014*, Paris, Le Cherche Midi, 2015, p. 100-101.

⁴ Qu'il nous soit permis de renvoyer à nos deux travaux : Matthieu Trouvé, « L'ambition et les contraintes. Les discours et les messages du général de Gaulle en Amérique latine et leur réception : la voix et les voies de la politique latino-américaine de la France », dans Maurice Vaïsse (dir.), *De Gaulle et l'Amérique latine*, Rennes, PUR, 2014, p. 115-127 ; et « Entre spectacle et mission. Le voyage du général de Gaulle en Amérique du Sud, du 21 septembre au 16 octobre 1964 », *Espoir. Revue de la Fondation et de l'Institut Charles de Gaulle*, n°130, Paris, Fondation et Institut Charles de Gaulle, mars 2002, p. 121-139.

ministres et place son voyage avant tout sous le signe de la coopération et des échanges économiques⁵. Accompagnent François Mitterrand au Brésil et en Colombie en octobre 1985 les ministres des Relations extérieures, Roland Dumas, des Affaires sociales et de la Solidarité nationale, Georgina Dufoix, de la Culture, Jack Lang, du Redéploiement industriel et du commerce extérieur, Louis Mexandeau, et du Commerce, de l'artisanat et du tourisme, Jean-Marie Bocquel⁶, ainsi que le secrétaire d'État chargé des techniques et de la Communication, Georges Fillioud. Le chef d'État français insiste pour rencontrer les élites intellectuelles locales et se faire accompagner par des écrivains et universitaires français versés dans les questions latino-américaines. Une note d'Erik Arnoult suggère ainsi une rencontre avec plusieurs intellectuels et artistes brésiliens parmi lesquels Jorge Amado, Joaquim Monteiro de Carvalho, Marilena Chaoui, Chico Buarque, Roberto d'Avila, Leila Gonzales, José Leite Lopes, Candido Mendes, Cristovam Cavalcante Buarque, ou encore Turibio Santos, cousin du président brésilien José Sarney⁷. Lors de ces rencontres, le président français est assisté de Jack Lang, Erik Arnoult, Régis Debray, Jacques Bontet, Jean Daniel, Guy Georzy, Claude Lévi-Strauss, Robert de Billy et, donc, Françoise Sagan⁸. Un temps pressenti pour participer à l'étape colombienne, Jean-Marie Le Clézio décline l'invitation à la suite du séisme qui frappe la ville Mexico où il réside. Également conviés, Fernand Braudel, Michel Tournier et Bernard Poirot-Delpech doivent renoncer au voyage. En Colombie, François Mitterrand s'entretient avec le prix Nobel de littérature Gabriel Garcia Marquez (1982), auteur qu'il a connu sous l'influence de Pablo Neruda, alors ambassadeur du Chili à Paris (1970-1973). Seuls deux hommes d'affaires font partie de la suite présidentielle française, le PDG de l'Aérospatiale, Henri Martre, ainsi que Loïc Le Floch-Prigent, patron du groupe Rhône-Poulenc. Le PDG de Renault Georges Besse devait également effectuer le voyage mais il récusé l'invitation en raison d'une grève qui éclate à Boulogne-Billancourt.

Entre tiers-mondisme, soutien aux démocraties et pragmatisme économique : la place du voyage d'octobre 1985 dans la diplomatie mitterrandienne

Mais le voyage de Mitterrand au Brésil et en Colombie ne se limite pas seulement aux thématiques culturelles, loin s'en faut. Si le voyage de Mexico-Cancún d'octobre 1981 est assurément un voyage d'affirmation, marqué par le célèbre discours de Mexico – comparable, pour certains⁹, à celui de De Gaulle à Phnom Penh –, le voyage effectué en octobre 1985 ne peut se résumer à un simple voyage de routine et sa place dans la diplomatie française est loin d'être négligeable. Il s'inscrit, à l'origine, dans le cadre d'une nouvelle politique étrangère tournée vers l'Amérique latine et les pays en développement de manière générale, portée par le ministre des Relations extérieures Claude Cheysson, avec des penchants nettement tiers-mondistes. François Mitterrand et son ministre souhaitent relancer le dialogue avec les pays

⁵ Voir AG/5(3)/540, dossier Brésil (4-8 octobre 1978), et TF1 Actualités, 13 heures, 5 octobre 1978, en ligne : <https://www.ina.fr/video/CAA7801262901> Accompagnent Giscard d'Estaing les ministres Louis de Guiringaud, Simone Veil et Alain Peyrefitte. Cf. Alain Peyrefitte, *C'était de Gaulle*, tome 2, Fayard, 1997, p.

⁶ Ces deux derniers ministres font partie du voyage à la demande du président colombien et avec l'accord de François Mitterrand.

⁷ AG/5(4)/CD/205, dossier 2, note d'Éric Arnoult, du 13 octobre 1985.

⁸ Archives nationales, fonds Robert de Billy, AB/XIX/4174, dossier 1 Brésil, Voyage officiel du président Mitterrand à Brasilia (Brésil) : programmes, invitations, listes des invités, menus, discours. 14-18 octobre 1985.

⁹ Témoignage de Pierre-Jean Vandoorne au colloque de la Maison de l'Amérique latine, 15 novembre 2016. C'est aussi l'analyse du journal *Le Monde* dans son éditorial « L'appel de Mexico », 22 octobre 1981.

du Sud et mettre l'accent sur les questions de coopération et de développement. Sous l'influence de Régis Debray, conseiller pour le Tiers-monde et ancien compagnon d'armes de Che Guevara, des thèmes forts ont été affirmés non sans lyrisme à Mexico : « non ingérence, libre détermination des peuples, solution pacifique des conflits, nouvel ordre international » ; le président français apporte à Mexico « le salut fraternel des fils de la Révolution française » et clame son soutien aux peuples « qui prennent les armes pour défendre les libertés ». Ce qui n'est pas sans provoquer des tensions avec les États-Unis, d'autant que le gouvernement français – qui comprend alors des ministres communistes – a ensuite signé une déclaration commune avec le Mexique à l'ONU reconnaissant l'opposition armée salvadorienne comme un interlocuteur politique valable et livré des armes au régime sandiniste nicaraguayen.

Si l'enthousiasme tiers-mondiste des débuts tend à disparaître assez vite, notamment à la suite de la guerre des Malouines – François Mitterrand prenant nettement position en faveur de la Grande-Bretagne de Margaret Thatcher face à la dictature argentine dans ce conflit – et de la crise de la dette mexicaine d'août 1982, il n'a pas totalement disparu par la suite¹⁰. En ce sens il existe bien des éléments de continuité entre le voyage de Mexico-Cancún d'octobre 1981 et la tournée au Brésil et en Colombie réalisée quatre ans après quasiment jour pour jour. Le principe d'une visite du chef d'État français au Brésil est formellement accepté du côté français dès 1982, au lendemain du voyage de Cancún. François Mitterrand donne son accord pour se rendre à Bogota dans une lettre adressée au président colombien Betancur en septembre 1983¹¹. Les contacts se multiplient tout particulièrement entre ministres français et brésiliens tout au long des années 1981-1985. Le ministre de la Défense Charles Hernu se rend au Brésil en 1982, l'ambassadeur itinérant pour l'Amérique latine, Antoine Blanca, effectue un voyage préparatoire fin avril 1983, Claude Cheysson est à Brasilia en juin, puis c'est au tour de Jack Lang d'effectuer une visite au Brésil la même année¹². Le voyage du président français un temps prévu début 1984, est sans cesse repoussé et retardé, notamment en raison d'un agenda déjà chargé par les questions européennes et les rapports Est/Ouest. Du côté français, on est aussi dans l'expectative face à la situation politique brésilienne.

Après plusieurs années de transition démocratique contrôlée, des élections présidentielles sont en effet organisées au suffrage indirect en janvier 1985. C'est le modéré Tancredo Neves qui est élu, mettant fin à plus de vingt ans de dictature militaire. Le nouveau président brésilien effectue alors une tournée diplomatique en Europe qui le fait se rendre en Italie, où il rencontre le Pape Jean-Paul II et le président Pertini, au Portugal et en France. François Mitterrand a vivement insisté pour accueillir le nouvel élu dans sa résidence de Latché¹³, et il s'engage à aller au Brésil dans l'année en cours. Les rapports entre les deux chefs d'État sont excellents ; l'élection de Tancredo Neves est considérée par le Quai d'Orsay comme une chance pour la France dont il apprécie la culture et la démocratie. On note dans l'entourage du chef d'État brésilien la présence de plusieurs conseillers francophiles comme Celso Furtado et Fernando Henrique Cardoso. Depuis les années 1960-1970, la diplomatie brésilienne est caractérisée par une orientation très pro-américaine, mais les relations du Brésil sont traditionnellement importantes avec le Portugal, l'Espagne – qui apparaît comme un modèle de transition démocratique –, l'Italie et dans une moindre mesure la France. Le retour de la démocratie au Brésil est l'occasion de resserrer les liens avec l'Europe ; l'accent est notamment mis sur les relations culturelles entre la France et le Brésil. De retour au Brésil, à

¹⁰ Maurice Vaïsse, « La puissance ou l'influence ? », *Histoire de la diplomatie française*, Paris, Perrin, p. 947.

¹¹ AG/5(4)/CD/205, dossier 2, lettre de François Mitterrand à Belisario Betancur, 26 septembre 1983.

¹² AG/5(4)/CD/205, dossier 2, note de J. M. Gaillard au Président, 17 mars 1983.

¹³ AG/5(4)/CD/206, « Dossier 1. Brésil. Préparation de la rencontre entre François Mitterrand et Tancredo Neves, Président de la république du Brésil, organisée à Latché (Landes), le 26 janvier 1985 » Voir notamment la note de Jean Musitelli du 14 janvier 1985 ; à la question d'une rencontre avec le président brésilien, François Mitterrand annote de sa main : « oui je l'ai déjà dit. Insister même vivement dans ce sens ».

la surprise générale, Tancredo Neves succombe le 21 avril 1985 à la suite de complications liées à une opération de l'appendicite. C'est le vice-président José Sarney qui lui succède, un inconnu représentant de l'ancien régime, mais qui apparaît aussi comme l'exécuteur testamentaire de Tancredo Neves et un homme politique de transition. Rappelons que le pays ne s'est pas encore doté d'une constitution démocratique à l'heure où François Mitterrand se rend à Brasilia.

Que les rapports avec l'Amérique du Sud ne soient pas une priorité dans la politique étrangère de François Mitterrand, cela ne fait guère de doute au regard des relations avec l'Allemagne, les États-Unis, l'URSS et les pays de l'Est, ou encore l'Espagne. Le président socialiste, qui ne parle ni l'espagnol ni le portugais, connaît assez peu l'Amérique latine ; il n'est allé qu'une seule fois au Brésil en 1946, à l'initiative de son beau-frère, Roger Gouze, alors responsable de l'Alliance française¹⁴. François Mitterrand a surtout une approche littéraire de l'Amérique latine, ayant lu et admiré, entre autres, Pablo Neruda, Carlos Fuentes, Octavio Paz, Gabriel Garcia Marquez¹⁵. Il a aussi eu l'occasion de rencontrer de nombreux intellectuels, artistes et hommes politiques chiliens, brésiliens, péruviens ou encore argentins exilés en France à la suite de l'avènement des dictatures militaires latino-américaines. En tant que leader du Parti socialiste français, il a eu également des contacts avec plusieurs responsables socialistes latino-américains, comme Leonel Brizola, leader du PDT brésilien, notamment dans le cadre de l'Internationale socialiste. À la tête de la Convention des institutions républicaines, François Mitterrand déclare en 1967 que l'Amérique latine représente le « facteur révolutionnaire le plus important des trente prochaines années »¹⁶.

Entre 1971 et 1981, le Premier secrétaire du PS s'éveille davantage au monde latino-américain. L'expérience du socialisme au Chili dirigé par Salvador Allende (1970-1973) a pu représenter un modèle pour le dirigeant politique français qui se rend à Santiago avec une délégation socialiste en novembre 1971 au lendemain du congrès d'Épinay. La mise en place du gouvernement d'Unité populaire chilien constitue un laboratoire d'idées pour le socialisme français et le coup d'État du 11 septembre 1973 qui renverse Allende devient un « lieu de mémoire » pour les socialistes français et une référence militante importante¹⁷. Une délégation conduite par le Premier secrétaire du PS effectue également une tournée en janvier 1977 au Mexique, au Costa Rica et au Venezuela à l'invitation des trois États. Mais, en dehors de ce dernier cas, du Chili et de Cuba, où François Mitterrand s'est rendu en octobre 1974, les connaissances du leader socialiste français sur l'Amérique latine demeurent limitées. Même s'il est féru de littérature latino-américaine, il n'est pas marqué par le tropisme latino-américain du PS comme le sont des responsables comme Claude Estier, Robert Pontillon, Antoine Blanca, Bernard Garcia, ou encore Gaston Defferre. L'essentiel des voyages de François Mitterrand entre 1971 et 1981 s'effectue en Europe. La présence de Régis Debray

¹⁴ François Mitterrand évoque cette visite en 1946 au Brésil lors de son allocution au siège de la FIESP à São Paulo, et lors de son allocution devant la communauté française de São Paulo, du 17 octobre 1985. Toutes les allocutions sont disponibles en ligne. Celles-ci : <http://discours.vie-publique.fr/notices/857016300.html> ; et <http://discours.vie-publique.fr/notices/857016000.html>

¹⁵ Le romancier colombien est présent à Paris le 21 mai 1981 lors de l'investiture du président Mitterrand et de la cérémonie du Panthéon. Cf. Hubert Védrine, *Les mondes de François Mitterrand. À l'Élysée, 1981-1995*, Paris, Fayard, 2016, p. 27-28. François Mitterrand a également rencontré Garcia Marquez lors de son voyage au Mexique en janvier 1977.

¹⁶ D'après Roland Dumas, *Affaires étrangères, I, 1981-1988*, Paris, Fayard, 2007, p. 13.

¹⁷ Sur toutes ces questions : Nicolas Prognon, « L'exil chilien en France entre mobilités transnationales et échanges », *Ammis. Revue de civilisation contemporaine Europes/Amérique*, [En ligne], n°12, 2013 ; Claire Lepage, « Le parti socialiste français face à l'expérience de l'Unité Populaire chilienne », *La lettre de l'Institut François Mitterrand*, n°23, 4 mars 2008 ; Olivier Compagnon, Carloine Moine, « Introduction. Pour une histoire globale du 11 septembre 1973 », *Monde(s)*, n°8 « Chili 1973, un événement mondial », 2015, p. 9-26 ; Judith Bonin, *Les voyages de François Mitterrand. Le PS et le monde (1971-1981)*, Rennes, PUR, 2014.

comme chargé de mission à l'Élysée à partir de 1981 est une caution tiers-mondiste et latino-américaine incontestable et peut être l'occasion pour le chef de l'État d'impulser une « grande politique latino-américaine »¹⁸.

Le voyage au Brésil et en Colombie d'octobre 1985 n'est que le second qu'effectue François Mitterrand en tant que chef d'État en Amérique latine après celui de Mexico-Cancún de 1981. Mais le contexte français, sud-américain et international n'est plus du tout le même. En France, le voyage est quelque peu occulté dans les médias, d'une part, par l'affaire du « Rainbow warrior » qui éclate en juillet 1985, et, d'autre part, par le congrès du PS de Toulouse marqué par l'affrontement entre Lionel Jospin et Laurent Fabius. En revanche, il donne lieu à une importante médiatisation, notamment côté brésilien¹⁹. Au niveau international, la première moitié des années 1980 est caractérisée par un regain de tensions entre Américains et Soviétiques lié à la crise des euromissiles, mais l'arrivée de Mikhaïl Gorbatchev au pouvoir à Moscou en mars 1985 amorce un renouveau dans les rapports Est/Ouest. En Amérique centrale, les tensions sont liées à la situation instable au Salvador qui connaît un climat de guerre civile, et au Nicaragua avec la mise en place du gouvernement révolutionnaire sandiniste. D'autre part, en août 1982, le gouvernement mexicain a annoncé à ses créanciers qu'il n'était plus en mesure d'assurer le service de sa dette extérieure. Le défaut de paiement du Mexique a déclenché une grave crise bancaire mondiale de l'endettement des pays d'Amérique latine.

François Mitterrand est le premier chef d'État à visiter le Brésil depuis l'arrivée au pouvoir de José Sarney. La visite d'État de cinq jours au Brésil est la troisième d'un chef d'État de la V^e République après celle de De Gaulle en 1964 et celle de Valéry Giscard d'Estaing en 1978. La priorité pour le Brésil est le redressement économique du pays et la question de la dette. Concernant la politique étrangère, le Brésil accorde une attention toute particulière aux rapports avec ses voisins d'Amérique du Sud – Argentine, Colombie – et avec les États-Unis. La préoccupation de la diplomatie brésilienne est de communiquer sur la nouvelle politique intérieure, de trouver des soutiens pour sa transition démocratique, de donner l'image d'un pays en plein changement, en train de se moderniser, de s'insérer dans les relations internationales sous le signe de la démocratie, et désireux d'attirer des capitaux étrangers alors que la crise de la dette a entraîné un repli des investissements français dans la région depuis 1982. La France n'est que le sixième fournisseur du Brésil après avoir occupé la troisième place en 1982. Les relations avec la France peuvent apparaître comme une alternative à l'influence nord-américaine et l'occasion de recentrer les relations sur des thèmes culturels porteurs tout en relançant les échanges commerciaux entre les deux pays²⁰.

Avec la Colombie, les relations sont également placées sous le signe de l'amitié et de la coopération. Les points de convergence entre Paris et Bogota sont nombreux : indépendance nationale, refus des blocs, soutien au groupe de Contadora. La diplomatie colombienne est particulièrement active sur le plan régional comme l'illustre la signature de l'accord CEE-Pacte andin en décembre 1983. François Mitterrand est le premier chef d'État français depuis le général de Gaulle en 1964 à visiter la Colombie, où cinq ministres se sont rendus depuis 1981. Mais l'Espagne exerce une influence prépondérante tant sur le pays que sur son président, Belisario Betancur, ancien ambassadeur de Colombie à Madrid. L'opinion publique colombienne s'est également vivement opposée aux essais nucléaires français. En outre, les échanges commerciaux entre les deux pays sont plutôt modestes : la France qui achète surtout

¹⁸ Hubert Védrine, *op. cit.*, p. 197.

¹⁹ Voir AG/5(4)/GDD/76, Dossier 1 Brésil, dossier de presse réuni par le ministère des Relations extérieures à l'occasion de la visite de François Mitterrand au Brésil, du 14 au 18 octobre 1985.

²⁰ Octávio Henrique Dias Garcia Côrtes, *A Política Externa do Governo Sarney : o início da reformulação de diretrizes para a inserção internacional do Brasil sob o signo da democracia*, Brasília, FUNAG, 2010.

du café ne représente que 2 % des exportations de la Colombie. Plusieurs entreprises françaises sont présentes sur place comme Elf-Aquitaine et Renault qui détient 50 % du marché automobile local, mais il existe plusieurs litiges commerciaux entre les deux pays. Le voyage du président français doit être l'occasion de relancer les relations politiques et économiques entre Paris et Bogota²¹.

Compte tenu de ce nouveau contexte, à la fois sud-américain et international, et de tous ces facteurs, la grande politique latino-américaine de la France formulée en octobre 1981 doit être sinon repensée, du moins reformulée et relancée. Moins ambitieuse, plus pragmatique, marquée par des contraintes politiques et économiques nouvelles, elle trouve ici une expression nouvelle. Le tiers-mondisme des débuts s'est heurté aux réalités géopolitiques et économiques. Pour des pays comme le Brésil ou la Colombie, la relation avec la France ne peut être utilisée que comme une option d'atténuation ou de compensation de la dépendance centrale vis-à-vis des États-Unis et des marchés financiers. On attend aussi de la France qu'elle soutienne les efforts de démocratisation et qu'elle aide le développement des pays sud-américains. De ce point de vue, le voyage de François Mitterrand revêt une importance particulière : il illustre le passage d'une politique à l'égard de l'Amérique latine axée sur un certain tiers-mondisme et la défense des droits de l'Homme à une politique latino-américaine de la France plus large et plus pragmatique fondée sur le soutien aux grandes démocraties latino-américaines et sur le développement de la coopération, en privilégiant quelques grands partenaires comme le Brésil ou la Colombie. D'autre part, ce voyage constitue une sorte de condensé de toutes les grandes questions du moment qui affectent l'Amérique latine dans les années 1980. On y retrouve en effet tous les grands thèmes qui animent les relations bilatérales entre la France et le Brésil et la Colombie, entre l'Europe et l'Amérique latine, et entre les pays du Nord et les pays du Sud.

Le programme du voyage reflète ces évolutions²². Il peut être divisé en trois temps forts. Le premier concerne le volet strictement politique de la visite officielle. Il s'agit pour François Mitterrand de marquer son soutien au processus de démocratisation brésilien ; d'où les visites effectuées à Brasilia au Congrès national et à la Cour constitutionnelle, qui sont l'occasion de saluer l'avènement progressif de la démocratie dans le pays, ainsi que la cérémonie d'hommage à Tancredo Neves, sur laquelle nous reviendrons. L'autre aspect important du programme concerne les affaires culturelles : outre les rencontres avec de nombreux intellectuels, artistes et écrivains locaux, dont Gabriel Garcia Marquez à Bogota, François Mitterrand inaugure un ambitieux projet de coopération culturelle avec le Brésil et il est fait docteur *honoris causa* de l'Université de São Paulo (USP) en présence d'universitaires brésiliens et de Claude Lévi-Strauss. Enfin le dernier temps fort du voyage est marqué par les questions économiques : le chef d'État français entend délivrer un message de soutien aux autorités brésiliennes et colombiennes sur la question de la dette, et il prend soin de rencontrer le patronat brésilien – la puissante FIESP – et de visiter l'usine Sofasa-Renault à Medellin, créée en 1970 et symbole de la coopération économique franco-colombienne.

²¹ AG/5(4)/4867, archives de Jacques Attali, note de synthèse pour le Président, signée H. Védrine et E. Guigou, non datée. Voyage de 2 jours du 18 au 20 octobre 1985.

²² Voir le programme complet du voyage dans l'annexe 1. Les sources d'archives disponibles sur le voyage sont nombreuses. Nous avons consulté aux Archives nationales, les archives présidentielles (archives Mitterrand, AG/5(4), fonds du corps diplomatique – CD – et fonds des conseillers Jacques Attali, Erik Arnoult, Frédéric Bredin, Caroline de Margerie, Alain Boubil, Gérard-David Desrameaux, Marc Boudier) ainsi que le fonds Robert de Billy (AB/XIX/4174). Les archives diplomatiques à La Courneuve et à Nantes possèdent également les fonds du ministère des Relations extérieures et des postes diplomatiques de Brasilia et Bogota. À l'Institut François Mitterrand, nous avons eu accès au fonds photographique concernant le voyage. Les discours de François Mitterrand au Brésil et en Colombie sont consultables en ligne sur le site viepublique.fr. Enfin, nous avons également étudié les archives médiatiques : presse (essentiellement *Le Monde* et la presse brésilienne), ainsi que les archives de l'INA (actualités et journaux télévisés de TF1 et Antenne 2).

« La dette... et la culture » : les grands thèmes et enjeux du voyage

Le voyage au Brésil et en Colombie participe donc des efforts de la France pour relancer ses relations bilatérales avec ces deux pays et renforcer, de manière générale, sa présence en Amérique latine tout en soutenant les démocraties et le développement économique de l'Amérique du Sud. De nombreux thèmes et enjeux se dégagent du voyage, mais deux sujets dominent toutes les conversations. Le correspondant du *Monde*, Charles Vanhecke, ne s'y trompe pas en titrant l'un de ses articles : « La dette... et la culture »²³.

Si le tiers-mondisme présent dans l'Appel de Mexico reste une référence pour la politique française à l'égard de l'Amérique latine, ce thème tend à s'estomper au fil des années jusqu'à quasiment disparaître : l'étude des archives présidentielles montre clairement qu'il est absent à la fois dans les notes préparatoires rédigées par les conseillers de l'Élysée et dans les comptes-rendus des discussions entre François Mitterrand et ses interlocuteurs. La crise de la dette à partir d'août 1982 a sinon enterré, du moins fortement contrarié le thème du développement et du tiers-mondisme. Si le discours de Mexico de 1981 porte la marque de Régis Debray, les discours prononcés par le chef de l'État au Brésil et en Colombie sont cette fois-ci surtout préparés par les services des ambassades de Brasilia et Bogota et l'équipe de conseillers à l'Élysée, principalement autour de Jean Musitelli, Erik Arnoult et Hubert Védrine. Seules les questions de développement sont présentes et peuvent se lire comme un héritage du discours de Mexico. Ainsi Jean Musitelli évoque-t-il l'idée de faire de l'étape de Recife l'occasion d'une initiative en ce sens marquée par un grand discours sur le développement à l'image de celui de Cancún, avec le même retentissement²⁴. On évoque aussi l'hypothèse d'une rencontre entre le président français et Dom Hélder Câmara, archevêque de Recife connu pour sa lutte contre la pauvreté. Finalement, l'étape de Recife se limite à une simple conférence de presse très générale.

Car l'essentiel des discussions entre Français et Brésiliens, puis dans une moindre mesure entre Français et Colombiens, concerne le problème de la dette, qui est la toile de fond du voyage, parfois même au grand dam de François Mitterrand qui juge cette question obsessionnelle et « envahissante »²⁵. Le problème de la dette est commun à tous les pays d'Amérique latine, notamment les trois plus importants. Par exemple, en 1984, la dette argentine s'élève à 45 milliards de dollars, soit la moitié du PIB ; elle représente un tiers du PIB mexicain et un quart du PIB brésilien, soit 104 milliards de dollars. S'ajoute à cela une forte inflation qui dépasse 200 % au Brésil en 1985. C'est ce qui fait dire aux conseillers de l'Élysée que ces économies latino-américaines sont malades et en ruines²⁶. Cependant, avec une inflation de l'ordre de 18 % et une dette de 11,5 milliards de dollars, la Colombie semble plus épargnée et conserve alors la confiance des banquiers et du FMI. Pour François Mitterrand, la solution à ces problèmes doit être politique. La France est en 1985 le deuxième créancier au monde après les États-Unis et elle est un créancier pour 10 % de la dette

²³ Charles Vanhecke, « Le voyage de M. Mitterrand au Brésil. La dette... et la culture », *Le Monde*, 15 octobre 1985.

²⁴ AG/5(4)/CD/205, dossier 2, « éléments pour la conférence de presse Recife-Olinda, 18 octobre 1985 », et note de Jean Musitelli, 7 mars 1985. Régis Debray participe à la rédaction de l'allocation de François Mitterrand à Brasilia du 14 octobre en retouchant, avec Erik Arnoult, le premier projet de l'ambassadeur Dorin.

²⁵ Jean-Yves Lhommeau, Charles Vanhecke, « La dette, toujours la dette... », *Le Monde*, 17 octobre 1985.

²⁶ AG/5(4)/CD/196, dossier 3, note pour le Président de la République signée E. Guigou, J. Musitelli, 19 octobre 1984 (annotation : « vu », FM), et note de la direction d'Amérique n°366, signée Robert Richard, 12 octobre 1984 ; AG/5(4)/CD/337, dossier 3, projet de discours de François Mitterrand offert au président mexicain, 20 juin 1985.

brésilienne, mais, elle-même lourdement endettée, elle n'entend pas avoir le même langage que le gouvernement américain. Le président français se déclare favorable, comme le Brésil, à une nouvelle conférence sur le système monétaire international pour évoquer la question des taux d'intérêt et la stabilité du prix des matières premières. La France entend notamment œuvrer pour obtenir une nouvelle politique de diminution des taux d'intérêt réels et une augmentation des liquidités internationales. Mais il n'est pas question dans l'esprit du président français d'effacer purement et simplement les créances passées ou de proclamer un moratoire unilatéral : « on ne peut se défaire d'une dette en la niant » affirme-t-il²⁷, autrement dit pas question d'annuler la dette mais celle-ci ne doit pas asphyxier le débiteur. Conscient que la dette est un fardeau pour le développement, le gouvernement français plaide pour une approche au cas par cas et une solution globale à moyen ou long terme qui consisterait en un allègement de la dette, l'allongement des paiements, l'octroi de nouveaux crédits, une politique de rétablissement de la confiance et de rigueur pour garantir les équilibres économiques et financiers et maîtriser la crise, et enfin la reprise de la croissance indispensable pour les pays endettés. Mais le gouvernement français, tout comme ses partenaires sud-américains, sait bien qu'il ne détient pas la clef sur cette question, et il n'est pas dans une démarche de négociations.

En dehors de la dette, les relations économiques et commerciales bilatérales sont évoquées au niveau des ministres des Affaires étrangères. De grands projets de coopération avec le Brésil ont été lancés à la suite des visites du président Geisel à Paris en 1976, puis du président Figueiredo en janvier 1981. La France a accordé en 1985 entre 30 et 35 milliards de francs de financement avec la garantie de l'État au Brésil, dont 12 milliards accordés à des conditions de prêt privilégiées. Hormis l'Algérie, aucun autre pays au monde n'a bénéficié d'un tel montant de financements français²⁸. Avec la Colombie, la France enregistre une balance commerciale excédentaire à hauteur de 200 millions de francs en 1984. Dans ce pays qui ne connaît pas la récession, l'aide financière de la France passe par un protocole financier à hauteur de 420 millions de francs. Des entreprises françaises sont bien implantées en Colombie comme la régie Renault, tandis que d'autres cherchent à profiter du grand marché brésilien comme Carrefour, Rhône-Poulenc, le Crédit Lyonnais, Alstom-Atlantique, Rodia, ou encore l'Aérospatiale. Au total, 330 entreprises sont installées au Brésil en 1985. La venue du chef d'État français doit être l'occasion de relancer les relations commerciales avec les deux partenaires sud-américains. Mais face au patronat brésilien de la FIESP, François Mitterrand doit aussi se justifier de l'accusation de protectionnisme de la part de la Communauté européenne²⁹.

Le second volet essentiel du voyage de François Mitterrand d'octobre 1985 se rapporte aux affaires culturelles. Pour *Le Monde*, c'est même l'occasion de « grandes retrouvailles culturelles »³⁰. La France, considérée comme la patrie des droits de l'Homme et de la culture, défenseur des langues latines, a assuré une présence culturelle continue au Brésil et a été un recours fréquent contre le colonialisme durant tout le XIX^e siècle, contre la domination américaine et contre la dictature ; elle possède un fort capital de sympathie culturelle en Amérique latine. La vitalité de la relation culturelle entre la France et l'Amérique latine, produit de l'histoire, repose surtout dans la deuxième moitié du XX^e siècle sur la coopération universitaire, scientifique et linguistique. De nombreux intellectuels latino-américains, certains ayant connu l'exil en France, sont influencés par la culture française. Inversement, l'Amérique latine exerce un tropisme chez les intellectuels français et, en partie, auprès de la

²⁷ Voir l'allocation de François Mitterrand lors du dîner offert par José Sarney à Brasilia, 14 octobre 1985.

²⁸ AG/5(4)/CD/205, dossier 2, note de Marc Boudier, 11 octobre 1985.

²⁹ Cf. allocation de François Mitterrand au siège de la FIESP, 17 octobre 1985.

³⁰ Charles Vanhecke, art. cit., *Le Monde*, 15 octobre 1985.

gauche socialiste. Féru de culture, le président français rencontre, on l'a dit, Gabriel Garcia Marquez à Bogota. En Colombie, le français a été rétabli comme langue étrangère obligatoire dans les deux dernières années de l'enseignement secondaire et 700 000 Colombiens apprennent le français. Un projet de coopération avec Thomson-CSF s'amorce pour l'extension de la troisième chaîne de télévision colombienne à vocation éducative. L'Alliance française connaît une importante activité au Brésil où la langue française avait été presque totalement écartée pendant la dictature (1964-1985). Présentes dans 31 villes, les alliances françaises regroupent au Brésil 33 550 étudiants et emploient 553 professeurs³¹. Le réseau culturel français, particulièrement actif en Amérique latine qui constitue une aire d'action et de coopération privilégiée pour le ministre de la Culture³², s'appuie aussi sur les Instituts culturels et la présence de deux écoles et deux lycées français au Brésil et trois lycées en Colombie. En matière de cinéma, le ministre Jack Lang doit signer un accord de coproduction cinématographique avec la Colombie. François Mitterrand cède également au rituel de l'incontournable visite à la communauté française, qui rassemble 20 000 ressortissants au Brésil et 1 500 en Colombie.

Mais le point d'orgue de la coopération culturelle est le projet France-Brasil, vaste programme de coopération et de manifestations culturelles étalé sur trois ans (1986-1988), dans plusieurs domaines. L'origine du projet remonte à une initiative fin 1981-début 1982, principalement conçue par l'ancien ambassadeur de France au Brésil Robert Richard. Mais le projet était alors jugé trop franco-français : les Brésiliens craignaient une avalanche de manifestations françaises au Brésil et un déséquilibre important ; or le projet conjoint implique une collaboration permanente et une réciprocité totale entre les deux pays³³. Un effort important de persuasion a donc été nécessaire du côté français. L'idée d'une grande relance des relations culturelles bilatérales est amorcée à la suite des visites au Brésil de Claude Cheysson en juin 1983 et de Jack Lang en décembre. En particulier, le ministre de la Culture plaide pour la mise sur pied au plus vite du projet France-Brasil et la nomination d'un coordonnateur côté français. Dans l'esprit de Jack Lang – qui a aussi appelé dans un discours à Mexico en 1982 à une croisade contre l'impérialisme financier et culturel américain –, il s'agit de mener une ambitieuse politique de coopération culturelle avec les pays du Tiers-monde³⁴. En février 1984 est créé un commissariat général du projet France-Brasil sous la responsabilité du ministère des Relations extérieures, confié dans un premier temps à l'ambassadeur Jean Béliard, puis à l'ambassadeur André Lewin, secondé par Guy Martinière. D'après le diplomate brésilien Paulo Tarso Flexa de Lima qui était présent lors de la rencontre de Latché entre Tancredo Neves et François Mitterrand, les deux présidents auraient évoqué le projet France-Brasil auquel ils attachaient la plus haute importance³⁵.

Plusieurs projets vont ainsi émerger pour promouvoir ces relations culturelles dans des domaines très variés : concerts, expositions, tournées musicales et artistiques d'orchestres, de troupes de théâtre et de ballets, coopération cinématographique et télévisuelle, échanges scolaires et universitaires, manifestations culturelles, technologiques et scientifiques diverses

³¹ AG/5(4)/EA/43, notes d'Erik Arnoult sur les relations culturelles France-Brasil et France-Colombie, 11 octobre 1985 ; AG/5(4)/CD/205, dossier 2, note d'Erik Arnoult sur la coopération scientifique et technique, 11 octobre 1985. Le réseau brésilien des alliances françaises est alors le premier du monde.

³² François Chaubet (dir.), *La culture française dans le monde, 1980-2000, les défis de la mondialisation*, Paris, L'Harmattan, 2010.

³³ Contrairement à l'année de l'Inde en France, entre septembre 1983 et juin 1985, qui est uniquement une opération d'accueil. Cf. AG/5(4)/EA/43, note de Catherine Clément, directrice des relations culturelles et artistiques au ministère des Relations extérieures, non datée (vraisemblablement novembre-décembre 1985).

³⁴ Cf. AG/5(4)/EA/43, lettre de Jack Lang à Claude Cheysson, 9 janvier 1984 ; Jean-François Polo, « La politique cinématographique de Jack Lang. De la réhabilitation des industries culturelles à la proclamation de l'industrie culturelle », *Politix*, vol. 16, n°61, 2003, p. 123-149.

³⁵ AG/5(4)/EA/43, télégramme diplomatique n°585 de l'ambassadeur Bernard Dorin, 25 avril 1985.

(par exemple, coopération entre l'Institut Pasteur, l'Institut Mérieux et la Fondation Oswaldo Cruz). Il est également prévu de créer une Maison France-Brésil et de restaurer la Maison du Brésil à la Cité universitaire de Paris, immeuble construit par Le Corbusier et Lucio Costa. Des manifestations symboliques et significatives sont aussi prévues comme la commémoration d'anniversaires. Le 14 octobre 1985, les présidents François Mitterrand et José Sarney lancent officiellement le projet France-Brésil³⁶. Après avoir cité successivement Georges Bernanos, Paul Claudel, Benjamin Constant, Auguste Comte, Victor Hugo, Ernest Renan, Le Corbusier, Louis Jouvet, Sainte-Beuve, Blaise Cendrars, Édouard Manet, Darius Milhaud, Anatole France, Santos Dumont et Claude Lévi-Strauss, le président français définit le projet France-Brésil comme un « instrument permanent d'une meilleure connaissance entre [les] deux peuples »³⁷.

Au-delà de la question de la dette et des relations culturelles, le voyage de François Mitterrand au Brésil et en Colombie comporte un dernier volet politique important. Le chef d'État français entend relancer les relations politiques avec ces deux grands pays qui, avec l'Argentine et le Mexique, apparaissent comme des leaders régionaux en Amérique latine et des pays émergents. Trois sujets politiques se détachent dans les discussions : la démocratisation du sous-continent sud-américain, la situation en Amérique centrale et les essais nucléaires français.

Comme elle a salué à Mexico en 1981 les « fils de la Révolution mexicaine », « ceux qu'on persécute ou qu'on torture, qui veulent vivre et vivre libres », la France de François Mitterrand salue d'abord à Brasilia en 1985 la « nouvelle République » brésilienne et le retour de la démocratie dans un pays qui a entretenu tout au long de son histoire des liens politiques forts avec la France. Les républicains brésiliens qui ont contribué à l'avènement de la I^{re} République en 1889 étaient largement influencés par la France de la III^e République. La devise de la République brésilienne, ordre et progrès, est reprise de la philosophie d'Auguste Comte. « Bonne nouvelle » du début de l'année 1985, la démocratisation du Brésil peut être à son tour un « exemple puissant pour toutes les autres nations d'Amérique latine ». Tout au long de son étape brésilienne, François Mitterrand loue ainsi à plusieurs reprises les efforts brésiliens pour sortir de la dictature, l'évolution démocratique menée dans la paix civile et la concorde nationale, et le retour de l'état de droit³⁸. Danièle Mitterrand et Gaston Defferre avaient représenté la France à Brasilia lors des obsèques de Tancredo Neves : aussi François Mitterrand prend-il soin de se rendre à São João del-Rei sur la tombe du premier président brésilien démocratiquement élu depuis 1960, hommage symbolique particulièrement apprécié par l'opinion publique brésilienne³⁹. Mais insister sur le processus de démocratisation n'est pas anodin : pour François Mitterrand, le développement économique ne va pas sans la consolidation démocratique, et la récession est le pire ennemi de la démocratie. C'est aussi l'occasion pour le chef d'État français de se démarquer de son prédécesseur qui avait entretenu des liens avec la dictature brésilienne et s'était rendu au Brésil en 1978.

S'agissant de l'Amérique centrale, plus particulièrement de la situation au Salvador et au Nicaragua en proie à la violence et à la guerre civile, la France a depuis mai 1981 inauguré une nouvelle politique alliant droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, non ingérence dans

³⁶ Le projet est formalisé ensuite par le biais d'un accord sous forme d'échange de lettres entre les ministres Roland Dumas et Olavo Setúbal. Cf. *Journal Officiel* du 28 avril 1986, et décret n°86-724 du 23 avril 1986.

³⁷ Allocution de François Mitterrand lors du dîner offert par José Sarney, Brasilia, 14 octobre 1985.

³⁸ Cf. Allocutions de François Mitterrand au Congrès national et à la Cour Suprême du Brésil, 15 octobre 1985.

³⁹ Voir la presse brésilienne de l'époque. Régis Debray avait proposé, dans une note, de remettre la Légion d'honneur à Tancredo Neves à titre posthume. Sur cette note, datée du 11 octobre 1985, on peut lire l'annotation de Jean-Louis Bianco – « M. le Président. Je crois que ce serait trop en faire. Le geste de la gerbe sur la tombe se suffit à lui-même. C'est aussi le sentiment de Roland Dumas » – et la réponse de Mitterrand : « Oui. FM ». AG/5(4)/CD/205, dossier 2, visite officielle de M. le Président de la République au Brésil, 14-18 octobre 1985.

les affaires intérieures, règlement pacifique des conflits, lutte contre l'oppression et les dictatures. C'est ce qui a conduit le gouvernement français, d'une part, à remettre une déclaration à l'ONU avec le Mexique sur le Salvador appelant à une solution négociée du conflit et reconnaissant les responsables de la guérilla marxiste du FMLN comme « forces politiques représentatives », ce qui provoque de vives difficultés avec les États-Unis⁴⁰, et d'autre part, à soutenir les efforts de paix du « groupe de Contadora » formé par la Colombie, le Venezuela, le Mexique et le Panama, ainsi que du « groupe d'appui à Contadora » – dit « de Lima » – regroupant le Brésil, le Pérou, l'Argentine et l'Uruguay. Lors de son voyage au Brésil et en Colombie, le président français insiste sur le fait que la paix en Amérique centrale ne doit pas surgir de la confrontation Est/Ouest, mais d'une décision politique venant d'abord et avant tout des pays d'Amérique centrale. C'est là un point de convergence politique majeur avec le président colombien Belisario Betancur. Alors que les dirigeants sandinistes annoncent le 16 octobre la suspension des libertés fondamentales et la mise en place d'un régime d'exception au Nicaragua, François Mitterrand tout en déplorant cette décision, maintient les termes de la déclaration franco-mexicaine et son appui total aux efforts du groupe de Contadora⁴¹.

Une dernière question politique a été traitée lors du voyage, celle des essais nucléaires français, thème particulièrement sensible en Colombie. Le président Betancur avait exprimé son mécontentement à propos des essais français et le ministre colombien des Affaires étrangères Ramirez Ocampo s'était dit « préoccupé ». À la veille du voyage, un télex de l'agence Reuter annonce même : « Bogota appelle la France à suspendre ses essais dans le pacifique ». Dans une note manuscrite adressée à Roland Dumas, François Mitterrand enjoint de « demander des explications à la Colombie et selon le ton de la réponse, maintenir ou annuler le voyage ». Par l'entremise du ministre français, les tensions s'apaisent et le gouvernement colombien accepte de faire amende honorable. Ce qui n'empêche pas le sujet de surgir à nouveau, d'abord à São Paulo – où quelques manifestants brandissent une banderole de Greenpeace devant l'Université –, puis lors des étapes de Bogota et de Carthagène. Lors de la conférence de presse du 20 octobre, François Mitterrand ne se dérobe pas aux questions des journalistes : il justifie l'armement et les essais nucléaires français en affirmant que la France est un pays exposé géographiquement, disposant de 150 à 200 têtes nucléaires – contre 10 000 chacun pour les États-Unis et l'URSS – qui doit défendre son indépendance et sa souveraineté⁴².

Quel bilan ? Quel impact ? En guise de conclusion

La culture, les questions économiques et la dette, les relations politiques : tels sont les trois thèmes prioritaires, qui sont aussi les piliers sur lesquels reposent les relations entre la France et le Brésil, et entre la France et la Colombie. Dans les discours et la presse locale, l'accent est incontestablement mis sur la coopération culturelle, vitrine de la politique latino-américaine de la France et point fort de la coopération. Certains journaux n'hésitent pas à proclamer la « naissance de l'alliance France-Brézil ». Pour d'autres, les malentendus sont définitivement dissipés ; on salue quasi unanimement le rapprochement franco-brésilien et franco-colombien,

⁴⁰ Pierre Mélandri, « L'Alliance, la différence, l'interdépendance : les relations franco-américaines de 1981 à 1984 », dans Serge Berstein, Pierre Milza, Jean-Louis Bianco (dir.), *François Mitterrand. Les années du changement, 1981, 1984*, Paris, Perrin, 2001, p. 233.

⁴¹ Cf. allocution de François Mitterrand lors du dîner offert par le président Belisario Betancur, 18 octobre 1985 et conférence de presse de François Mitterrand à Carthagène, 20 octobre 1985.

⁴² Cf. AG/5(4)/CD/205, dossier 2, et conférences de presse de François Mitterrand du 15 et du 20 octobre 1985.

ainsi que la relance de la coopération bilatérale après une période de sommeil⁴³. De ce point de vue, les premiers objectifs du voyage sont atteints. À la recherche d'une grande politique latino-américaine, la France bénéficie en tout cas d'un regain d'intérêt et de popularité dans la région après des périodes d'incertitude, voire de méfiance. Le journal *A Folha de São Paulo* rappelle même que la victoire de François Mitterrand en mai 1981 avait suscité une surprise totale au Brésil à tel point que le nouveau président français avait été obligé d'envoyer son frère Robert Mitterrand pour garantir que le changement politique en France n'interférait pas dans les relations entre France et Brésil⁴⁴. Par ailleurs, le parallèle est souvent fait entre la visite du général de Gaulle en octobre 1964 et celle de François Mitterrand vingt-et-un an plus tard. Certes, le voyage du président socialiste est bien plus modeste que la grande tournée sud-américaine de trois semaines effectuée par le fondateur de la V^e République, mais François Mitterrand semble entrer une fois de plus les habits du général. Malicieusement, il déclare que « le Brésil travaille sérieusement » et efface ainsi le mot malheureux attribué à tort au général de Gaulle, « le Brésil n'est pas un pays sérieux »⁴⁵...

Du côté latino-américain, on considère avoir obtenu le soutien total de la France sur la question de la dette. Le président français a affirmé avec force à plusieurs reprises que le Brésil n'avait pas vocation à être débiteur. Les diplomates brésiliens espèrent ainsi profiter de la visite de François Mitterrand pour renforcer leurs positions auprès de leurs partenaires latino-américains et auprès des États-Unis considérés comme responsables du blocage de la situation sur la dette⁴⁶. Mais ce problème va peser pendant encore plusieurs années sur la politique étrangère du Brésil et constituer une importante hypothèque pour le développement de l'Amérique latine de manière générale.

Quant au projet France-Brésil, plusieurs notes des conseillers de l'Élysée reconnaissent que celui-ci a du mal à démarrer vraiment au cours des années suivantes. Des conflits internes aux services et les lourdeurs administratives du projet, entraînant parfois le report de certaines manifestations, sa trop grande ambition et son fort éclectisme – pas moins de 500 projets à l'étude en 1985 ! –, le manque de moyens financiers, l'alternance politique en France et le peu d'empressement de la nouvelle majorité pour soutenir les actions, les critiques brésiliennes portant sur un déséquilibre des opérations culturelles menées, tous ces facteurs vont freiner l'enthousiasme suscité au départ et restreindre la portée de cette manifestation⁴⁷. Mais le bilan doit aussi être apprécié à plus long terme avec le recul nécessaire. Si le projet France-Brésil demeure limité, il contribue néanmoins à entretenir les liens culturels forts entre les deux pays et marque une étape non négligeable en posant de nouveaux jalons d'une coopération bilatérale. Il aura aussi permis au Brésil d'expérimenter la mise en œuvre d'une véritable politique culturelle extérieure et de promouvoir à l'étranger une nouvelle image après plus de vingt ans de régime militaire.

Dans l'histoire des voyages présidentiels de François Mitterrand entre 1981 et 1995, celui qu'effectue le président français au Brésil et en Colombie en octobre 1985 n'occupe, au fond,

⁴³ Voir, par exemple, le *Correio Braziliense* du 15 octobre 1985. Cf. aussi AG/5(4)/GDD/76, dossier 1, articles de presse concernant François Mitterrand, revue de presse brésilienne, octobre 1985.

⁴⁴ *A Folha de São Paulo*, 15 octobre 1985.

⁴⁵ Conférence de presse de François Mitterrand à Brasilia, 15 octobre 1985. Le général de Gaulle aurait affirmé « le Brésil n'est pas un pays sérieux » à la suite du conflit de la langouste opposant la France et le Brésil entre 1961 et 1963. La phrase serait en réalité celle de l'ambassadeur du Brésil à Paris, Carlos Alves de Sousa Filho. Cf. Alain Peyrefitte, *C'était de Gaulle*, et Carlos Alves de Sousa, *Um embaixador em tempos de crise*, Rio de Janeiro, Livraria Francisco Alves Editora, 1979, p. 316 et suivantes.

⁴⁶ AG/5(4)/EA/43, télégramme diplomatique n°1081 de l'ambassadeur Dorin, 6 août 1985.

⁴⁷ AG/5(4)/FB/30, dossier 1 Brésil, suivi des projets de manifestations culturelles prévues en France et au Brésil dans le cadre du projet France-Brésil annoncé par François Mitterrand en octobre 1985. 1986-1987.

qu'une place très modeste en comparaison du voyage de Mexico-Cancún de 1981⁴⁸. Mais le voyage au Mexique ne doit pas faire oublier celui au Brésil et en Colombie, pas plus que celui-ci ne remplace le voyage d'octobre 1981 au Mexique. En revanche, pour ce qui est plus précisément de la politique latino-américaine de la France, la visite officielle d'octobre 1985 marque sinon un tournant, du moins le passage d'une politique latino-américaine imprégnée par des accents tiers-mondistes et centrée sur les droits de l'Homme à une politique latino-américaine plus pragmatique et globale fondée sur le soutien aux grandes démocraties latino-américaines et sur le développement de la coopération. Après octobre 1985, le chef d'État multiplie les contacts avec les dirigeants latino-américains et se rendra en tournée en Argentine, en Uruguay et au Pérou en octobre 1987. Malgré plusieurs sollicitations, il n'aura l'occasion de retourner au Brésil qu'une seule fois, lors du Sommet de la Terre de Rio en 1992. De l'avis de tous, le voyage d'octobre 1985 a laissé de très bons souvenirs et contribué à entretenir une bonne image de la France et de son chef d'État⁴⁹. Après la célèbre formule lancée par le général de Gaulle dans son discours de Mexico – « *la mano en la mano* » – François Mitterrand en propose en quelque sorte une autre : « *la mano en el corazón* ».

⁴⁸ Pour preuve la place très réduite qu'occupe le voyage d'octobre 1985 dans les ouvrages consacrés à la politique étrangère de François Mitterrand par rapport à celui de Mexico-Cancún de 1981.

⁴⁹ Il existe une plaque commémorative à São João del-Rei rappelant la visite de François Mitterrand sur la tombe de Tancredo Neves le 16 octobre 1985.

**Annexe 1 : programme du voyage de François Mitterrand
au Brésil et en Colombie (14-20 octobre 1985)**

Brésil : 14-18 octobre 1985			
Jour	Lieu	Programme / Objet de la visite	Interlocuteurs
14 oct.	Brasilia	- Planalto. Entretien avec José Sarney - Présentation du corps diplomatique et rencontre avec des personnalités culturelles - Itamaraty : dîner officiel	José Sarney Olavo Setúbal (ministre des A.E.)
15 oct.	Brasilia	- Visite au Congrès national - Tribunal suprême fédéral - Visite de Brasilia en voiture. Mémorial à Juscelino Kubitschek - Entretien entre F. Mitterrand et J. Sarney - Conférence de presse	Ulysses Guimarães José Aparecido de Oliveira (Gouverneur de Brasilia) José Sarney
16 oct.	São João del-Rei	- Cérémonie d'hommage sur la tombe de Tancredo Neves - Départ pour Rio de Janeiro	Risoleta (Veuve de Tancredo Neves)
16 oct. (suite)	Rio de Janeiro	- Cérémonie au monument aux morts brésiliens de la Seconde Guerre mondiale - Lancement du projet France-Brésil - Visite à la Chambre de commerce et d'industrie française - Visite de la favela do Pavão avec L. Brizola - Visite d'un CIEP à Ipanema, non prévue officiellement - Visite à la fondation Oswaldo Cruz - Rencontre avec les membres de la Légion d'honneur - Réception de la communauté française	Leonel Brizola (gouverneur de Rio)
17 oct.	São Paulo	- Cérémonie au monument à l'indépendance (Ipiranga) - Visite-déjeuner à la FIESP - Visite à la USP (docteur <i>honoris causa</i>) - Réception de la communauté française au lycée Pasteur - Dîner avec le gouverneur Franco Montoro	Franco Montoro (gouverneur de SP) Patronat brésilien Antonio Hélio Guerra Vieira (Recteur de la USP)
18 oct.	Recife	- Départ pour Recife - Discours et conférence de presse	Roberto Magalhães (Gouverneur de Recife)
Colombie : 18-20 octobre 1985			
18 oct.	Bogota	- Entretien avec le Président colombien Belisario Betancur - Dîner d'État officiel	Belisario Betancur
19 oct.	Medellin	- Visite de l'usine Sofasa-Renault de Medellin - Retour à Bogota	

19 oct. (suite)	Bogota	<ul style="list-style-type: none"> - Réception des intellectuels colombiens - Visite à la mairie de Bogota - Visite du musée de l'or - Réception de la communauté française 	Gabriel Garcia Marquez
20 oct.	Carthagène	<ul style="list-style-type: none"> - Visite de la vieille ville - Excursion en bateau dans la baie - Déjeuner officiel - Conférence de presse - Retour à Paris 	Belisario Betancur

Source : élaboration personnelle, d'après les archives présidentielles françaises et la presse.

Annexe 2 : photos des temps forts du voyage



François Mitterrand reçu au Congrès national brésilien, Brasilia, 15 octobre 1985
Sources : Institut François Mitterrand, fonds d'archives photographiques (réf. : 19851015-5696-1821-000001)



François Mitterrand devant la tombe de l'ancien président Juscelino Kubitschek, Brasilia, 15 octobre 1985
Sources : Institut François Mitterrand, fonds d'archives photographiques (réf. : 19851015-5696-1914-000001)



Rencontre entre François Mitterrand et le président brésilien José Sarney, Brasília, 15 octobre 1985. On reconnaît à gauche de la photo parmi la délégation française, de gauche à droite, Élisabeth Guigou, Jacques Attali, Jean-Louis Bianco et Roland Dumas.

Sources : Institut François Mitterrand, fonds d'archives photographiques (réf. : 19851015-5696-2343-000001)



Visite de la favela do Pavão en compagnie du gouverneur Leonel Brizola, Rio de Janeiro, 16 octobre 1985.

Sources : Institut François Mitterrand, fonds d'archives photographiques (réf. : 19851016-5696-3451-000001)



François Mitterrand est fait docteur *honoris causa* de l'Université de São Paulo (USP), 17 octobre 1985. On note la présence de Roland Dumas, de Jack Lang, de l'ambassadeur Dorin (à l'arrière plan à gauche de Jack Lang), et du Recteur de la USP, Antonio Hélio Guerra Vieira, à droite du président français.

Sources : Institut François Mitterrand, fonds d'archives photographiques (réf. : 19851017-5696-4741-000001)



François Mitterrand et le président colombien Belisario Betancur à Bogota, 19 octobre 1985.

Sources : Institut François Mitterrand, fonds d'archives photographiques (réf. : 19851019-5696-6554-000001)



Visite de l'usine Sofasa-Renault de Medellin en compagnie du président Belisario Betancur, 19 octobre 1985.

Sources : Institut François Mitterrand, fonds d'archives photographiques (réf. : 19851019-5696-65bis113-000001)



François Mitterrand visite la vieille ville de Carthagène en compagnie du président Belisario Betancur, 20 octobre 1985.

Sources : Institut François Mitterrand, fonds d'archives photographiques (réf. : 19851020-5696-8014-000001)

